

lettre de hugo blanco

Après bien d'autres en Amérique Latine, la « démocratie représentative » au Pérou a fait long feu. Le gouvernement usé de Belaunde Terry a péri comme il était né : porté au pouvoir par les militaires, déchu par les militaires, Belaunde passe à la poubelle de l'histoire.

Le coup d'Etat ne surprend pas : la sainte trinité péruvienne : l'Armée, l'Eglise, et l'Oligarchie a mis bas le masque.

Le système social reste le même : la répression risque seulement d'être quantitativement plus décisive. On ne sauvera plus les apparences.

Dans ces conditions, la situation des emprisonnés politiques, de Hector Bejar, Hugo Blanco, est encore plus périlleuse.

« Rouge » a déjà commencé depuis sa parution à défendre les militants révolutionnaires emprisonnés ou victimes de la répression ; non que nous soyons guidés par des buts humanitaires ou « moraux » mais parce que nous avons de la révolution une conception mondiale et que rien de ce qui est révolutionnaire ne nous est étranger. Ce ne sont pas les frontières qui nous importent mais les barrières de classes.

Nous publions aujourd'hui une lettre de Hugo Blanco contre la répression qui sévit au Pérou, contre le SYSTEME qui règne au Pérou.

Nous défendrons Hugo Blanco. Nous opposerons à la collusion contre-révolutionnaire notre solidarité militante et révolutionnaire.

MASSACRE !

**CONTRE LE MASSACRE DU FRONTON !
CONTRE TOUS LES MASSACRES !
CONTRE LE SYSTEME DES MASSACRES !
CONTRE LE SYSTEME BASE SUR LES MASSACRES !**

En 1967, quelques prisonniers qu'on emmenait à cet enfer, s'enfuyaient, se jetant du bateau à la mer. Une répression brutale fut de suite déclenchée par les Gardes Républicains contre toute la population du pénitencier et les fuyards, capturés, furent soumis aux plus horribles tortures. Lors de cette répression générale, les prisonniers politiques, Hugo Blanco et Eduardo Creus furent immédiatement battus sauvagement.

En 1968, un groupe de prisonniers réussit à s'enfuir de la prison du Sexto. Ils furent capturés et on les conduisit au Fronton, pour les soumettre à un massacre barbare. En même temps se déclina une vague de brutalités contre la population pénale. Cette fois, le massacre avait pour résultat la mort de deux prisonniers.

Le fait qu'on ait procédé de la même manière en deux occasions, suivant les directives de directeurs différents et utilisant des Gardes Républicains différents, démontre la préméditation et l'application systématique de la procédure. Les Gardes Républicains voulurent provoquer une « émeute » pour pouvoir assassiner impunément, les fuyards, ainsi que d'autres prisonniers qu'ils auraient ensuite présentés comme les « têtes » du mouvement. Ils l'ont fait, lorsque, en 1963, ils assassinèrent Caycha, en présence de tous les prisonniers. Ils le tuèrent d'une balle dans le dos, alors qu'il était agenouillé, tenant les bras en croix.

Ce comportement des Gardes Républicains n'est pas exceptionnel : ils ont assassiné ainsi, lâchement et impunément, des prisonniers à Huanca, dans le camp de concentration du SEPA et dans la prison du Cuzco, ils tuèrent Arcadio Hurtado.

Les tortures et la brutalité sous toutes ses formes existent depuis toujours dans toutes les prisons du pays.

Lorsque les prisonniers sont embarqués pour le Fronton, le voyage se réalise dans des conditions inimaginables de vexations et de brutalités, pour le plaisir des gardes, sans aucun prétexte. Les prisonniers arrivent au Fronton, à genoux dans le bateau, le front appuyé au plancher, menottes aux poignets. On les insulte, on leur crache dessus, on leur donne des coups de pieds, tout cela accompagné des éclats de rire de leurs sadiques gardes chiourme.

Parmi les révolutionnaires, assassinés lâchement ou disparus ces dernières années, nous pouvons citer, parmi tant d'autres : Luis de La Puente Uceda, Guillermo Lobaton, Javier Heraud, Luis Zapata, Guillermo Mercado, Simon Oviedo, Benito Cutipa, Arcadio Hurtado, Enrique Amaya, etc.

La liste des prisonniers torturés est sans fin : José Bustos, Miguel Tauro, Carlos Cardena, Eduardo Creus, Che Pereida, José Martorell, Vicente Lanada, Antonio Meza, Abraham Lama, Andrés Gonzalez, Fortunato Vargas, Aniceto Munoz, José Zuniga, Gerardo Carpio, Humberto Carazas, Lucio Beingoles, etc...

On a même vu le cas d'un de nos co-accusés, Fortunato Torres, qui fut torturé pendant l'instruction, en présence du juge et de son « avocat », tous les deux, officiers de la police.

Si à tout cela, nous ajoutons les massacres massifs de travailleurs, de paysans etc., nous constatons qu'au Pérou, la brutalité et le sadisme des forces répressives, est un état normal et non pas l'exception ; c'est la façon d'agir permanente de ces organismes.

Ceci s'explique par le fait que les Forces Armées et leurs auxiliaires ont pour objectif d'assurer le pouvoir d'une minorité d'exploiteurs sur une majorité exploitée. Cette minorité a besoin de la brutalité de ses forces répressives pour maintenir le système de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette répression se manifeste justement par les massacres, les tortures, les disparitions, les assassinats etc... ; c'est la fonction des forces répressives.

Il est donc normal que le système défende ses gardes. Il est normal que les exploiters, grâce à leurs pouvoirs : l'exécutif, le législatif et le judiciaire, ménagent comme la prunelle de leurs yeux, leurs défenseurs, car la plus sûre garantie de leur pouvoir, c'est l'appareil répressif. Il est normal qu'ils applaudissent et bénissent leur barbarie, car celle-ci maintient l'existence de l'exploitation. Il est

normal que les crimes commis dans l'exercice de la fonction répressive, restent impunis et en général qu'ils soient passés sous silence grâce à la complicité de la presse, aux ordres du système.

Il n'est pas étonnant non plus que des tortionnaires notoires, comme Asambuja et Diaz Solari aient eu de l'avancement, ni que des assassins comme Diaz y Arteta Torzi se trouvent dans des commissions qui mènent l'enquête sur le massacre du Fronton.

Tout cela est aussi normal que le fait que la répression s'acharne spécialement sur les révolutionnaires ; puisque c'est nous, les révolutionnaires qui combattons directement le système d'exploitation des pauvres par les riches. Ils savent que nous, les révolutionnaires, sommes les ennemis irréductibles de leur barbarie, sous toutes ses formes, et que nous ne reculerons pas jusqu'à sa liquidation totale. Ils savent que nous ne nous contenterons pas de menaces ou de forfanteries. Pour cette raison, ils nous ont à l'œil.

Nous ne croyons pas en une « réforme pénitentiaire », elle ne peut pas résoudre le problème. C'est comme si l'on réclamait une « répression modérée » ou une « corruption honnête ».

Qui sont les gens qui sont en prison ? En premier lieu des innocents, puis des hommes que la faim, due à l'exploitation, a poussé à voler, des gens acculés au crime par le désespoir qu'amène la misère ; misère que leur imposent les exploiters. Tous ceux-là appartiennent aux classes exploitées, car les riches ne sont arrêtés qu'exceptionnellement et lorsque cela arrive ils entrent pour quelques mois dans une clinique et l'affaire est réglée.

Nous autres, révolutionnaires, nous avons l'honneur d'être des habitants assidus des prisons péruviennes, car nous sommes incapables de nous adapter au système d'exploitation, au vol, à la misère, aux massacres. Les exploiters savent que notre lutte contre la pourriture est totale.

Bien que nous ne croyions pas que dans le cadre de ce système « les assassins seront punis » ni qu'il y aura une « réforme pénitentiaire » ou des utopies pareilles, nous considérons comme positif et utile la campagne croissante contre les brutalités et la répression exercées contre les prisonniers. Il est utile de montrer les contradictions scandaleuses entre « la loi » écrite et la façon dont on l'exécute (ou dont on ne l'exécute pas). Il est utile de démasquer les hypocrites « défenseurs de la loi ». C'est utile car cela réveille les sentiments humanitaires du peuple et le confronte avec l'inhumanité du système des exploiters.

Plus le peuple aura conscience des brutalités, de la répression, plus il sera prêt à exiger que cet état de chose disparaisse, et plus les exploiters s'obstineront à vouloir maintenir ce système, plus rapidement le peuple se rendra compte que l'inhumanité est inhérente au système et à l'exploitation. Il se rendra compte que pour faire disparaître celle-ci, il faut faire disparaître celui-là.

Le développement de la conscience de notre peuple et de son attitude, se fera contre toutes les promesses bureaucratiques ou électorales de « réforme pénitentiaire », « réforme judiciaire » et autres farces qu'on invente pour masquer l'origine du problème, contre les serments de futurs députés ou présidents, qui utilisent ce genre de promesses pour gagner des voix.

La lutte contre toutes les formes de répression, n'est qu'une part de la lutte des exploités contre les exploiters, et comme telle, elle doit être étroitement liée à celle-ci.

HUGO BLANCO

(Pénitencier du « Fronton », Septembre 68)



le monde vit à l'heure du che

En Bolivie, en Colombie, au Chili, en Equateur, en Argentine, au Brésil, les forces de l'ordre ont été mises en état d'alerte pour faire face aux manifestations célébrant le premier anniversaire de la mort de Che Guevara. Au Japon, les manifestants étudiants se battent en défendant le mot d'ordre de « créer 1, 2, 3 Vietnams »...

A Paris, mercredi 9 octobre, une banderole rouge flotte sur la tour Eiffel : un an après sa mort, « le monde vit à l'heure du Che ».

Nous rendons à Che Guevara l'hommage des barricades et de la lutte révolutionnaire.

Le Che aurait sans doute été d'accord avec ce que Rosa Luxembourg disait des morts de 1905 : « Nous vous remercions de vos hommages mais que notre exemple pour vous soit utile ».

SOUTENEZ rouge

MODALITES D'ABONNEMENT

pour 6 mois 13 F

pour 1 an 25 F

Abonnement de soutien :
pour 1 an 50 F et plus

Tout versement de fonds :
« ROUGE, journal d'action Communiste » C.C.P. Paris 25.043.88

Toute correspondance :
« ROUGE », B.P. 201, Paris-19'

« Pour les militants révolutionnaires qui l'ont voulu et préparé, le mois de mai 1968 n'est que l'affleurement d'un processus permanent de luttes, qu'un jalon posé, qu'une répétition générale où les forces d'avant-garde à peine sorties du giron stalinien ont fait leurs premières armes. Pour eux, Mai est aussi l'occasion de vérifier ou de mettre à jour la théorie révolutionnaire. Comprendre, par-delà les tentatives d'explications sociologiques, le rôle du mouvement étudiant et de son avant-garde, entrevoir ce qui était possible en mai (la constitution d'un double pouvoir) et ne put s'y actualiser, se préparer, politiquement et organisationnellement, à donner à mai les lendemains qu'il mérite, ce sont les tâches des militants... »

Les auteurs, Daniel Bensaid et Henri Weber, étaient membres du Bureau National de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, organisation dissoute par décret ministériel du 12 juin 1968.

François Maspero éditeur 1, place Paul-Painlevé, Paris VI^e

